

L'ÉCLAIREUR



N°103

SOMMAIRE

02
L'éclairage du
gérant

24
Vues des actifs

22
Le point marchés
financiers

27
Nos vues tactiques
et stratégiques

23
Le point macro
économie

28
Pour aller plus
loin

Complaisance ... ou résilience ?

« Les marchés financiers détestent l'incertitude » soulignait très justement Robert Shiller, l'un des fondateurs de l'économie comportementale. Pourtant, cette année, malgré des sujets d'inquiétude aussi nombreux que majeurs, la bourse monte, prenant à revers les prévisions de bien des stratèges et gérants de portefeuilles aguerris. Faut-il voir dans ces progressions boursières une stupéfiante complaisance, incitant à protéger au plus vite son épargne, ou bien cette résilience des marchés financiers est-elle justifiée ? Essayons de prendre la mesure des forces en présence et d'en tirer quelques conclusions pour les allocations d'actifs.

« Le succès en investissement ne vient pas de deviner le futur, mais de voir le présent clairement ».
(Howard Marks)

Aux États-Unis, la confiance est proche des plus bas depuis 50 ans, et les arguments ne manquent pas pour justifier une telle défiance !

La politique de tarifs douaniers, engagée par D.Trump depuis le 2 avril 2025 (« Liberation Day »), fait craindre à la fois un regain d'inflation et un tassement de la croissance économique américaine, d'où l'inquiétude des ménages et des dirigeants d'entreprises du pays. En effet, lorsque les

produits importés sont systématiquement surtaxés, soit l'entreprise étrangère souhaitant vendre ses produits aux États-Unis prend cette surtaxe à sa charge, soit c'est l'entreprise américaine importatrice qui le fait, soit enfin c'est l'acheteur final américain (qu'il s'agisse d'un ménage ou d'une entreprise).

Le responsable de l'équipe de gestion

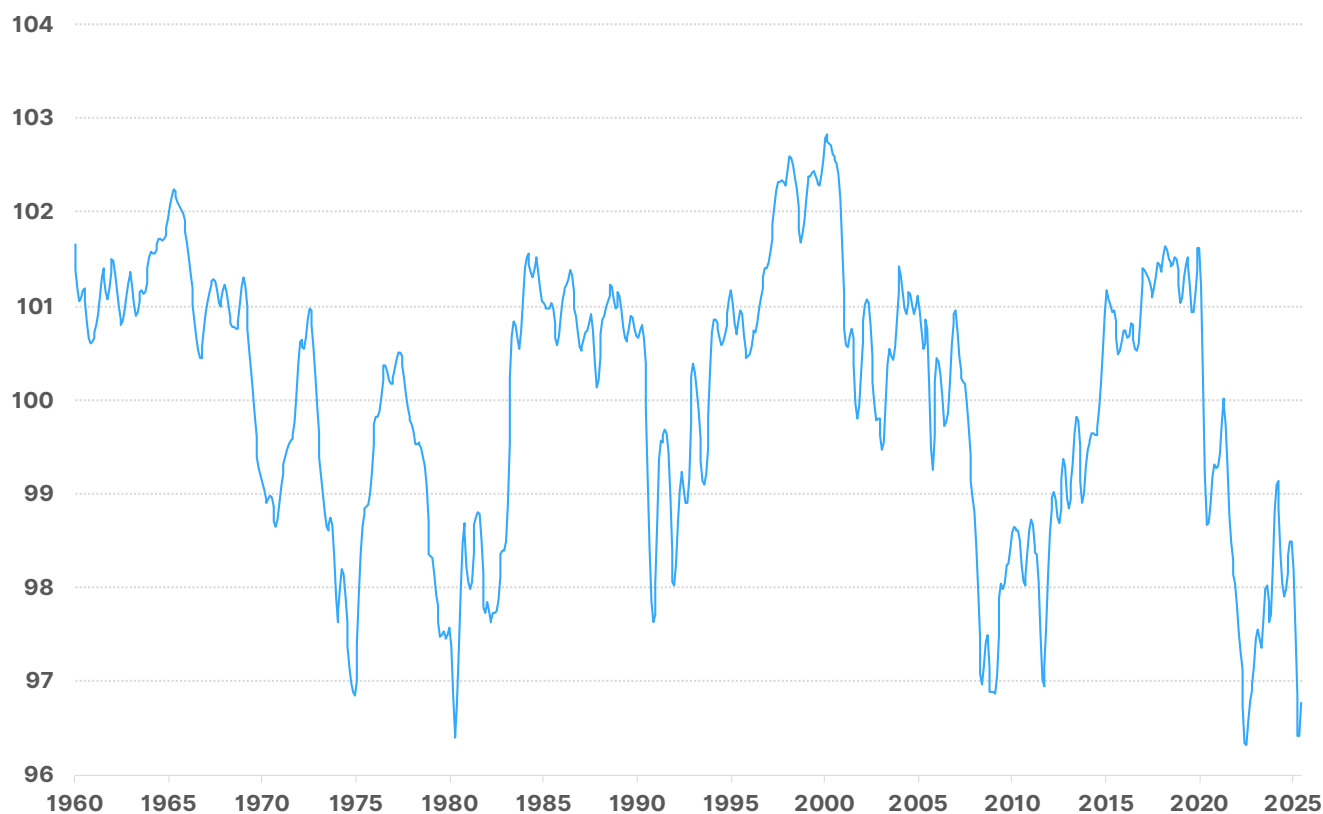
Vincent Lequertier a de nombreuses années d'expérience en gestion d'actifs. Après une carrière à la banque d'Orsay, il est successivement directeur adjoint actions puis directeur actions. Spécialiste de la gestion allocataire, il devient en Août 2015, le responsable de la gestion allocataire chez WeSave.



Vincent Lequertier
Gérant chez WeSave

Indicateur composite de confiance aux États-Unis

Sources : Refinitiv, WeSave



Le partage de cette charge financière additionnelle dépend de la nécessité qu'a l'acheteur final de ce produit importé, de sa possible substituabilité ou non par un produit alternatif ou bien par une production nationale, et du pouvoir de fixation des prix (« pricing power ») dont dispose la chaîne des intermédiaires et des vendeurs du produit. Les marges bénéficiaires des entreprises américaines sont donc potentiellement menacées par ces tarifs douaniers et, si l'acquéreur final diminue ses achats parce que le produit est désormais trop cher, ce sont même les chiffres d'affaires qui pourraient décrocher. Pour ne rien arranger, l'inconstance de l'Administration Trump quant aux taux de tarifs douaniers envisagés ou à leur agenda d'application a incité les dirigeants d'entreprises à geler certaines décisions d'investissements, d'embauches, de rémunérations, etc... La consommation des ménages représentant autour de 2/3 du PIB américain, les

révisions en baisse de la croissance économique attendue pour le pays se justifient alors. Cette mauvaise nouvelle pour le pouvoir d'achat des ménages se double d'une seconde : l'inflation pourrait remonter ou bien, à défaut, elle aura plus de mal à baisser. Dans ce contexte, le réflexe des ménages et des entreprises a consisté à effectuer leurs achats au plus vite, avant que les hausses tarifaires n'interviennent, ayant pour effet de stimuler temporairement l'activité économique, mais cela s'est fait aux dépens de l'activité future du fait des baisses de consommation et du déstockage qui s'ensuivent. Autrement dit, si l'économie a résisté durant le premier semestre, il faut probablement se méfier de la fin d'année. La déconnexion, a priori paradoxale, entre des données économiques encore résilientes et des indicateurs de sentiments bien plus pessimistes est donc justifiée.

Estimation de croissance du PIB, d'inflation et de chômage d'une sélection de pays

Sources : Refinitiv, WeSave

	PIB			Inflation			Chômage		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Allemagne	0,2%	1,2%	1,6%	2,2%	1,9%	2,3%	6,3%	6,2%	5,8%
Chine	4,6%	4,2%	4,1%	0,1%	1,0%	1,0%	4,5%	4,2%	4,2%
Etats-Unis	1,6%	1,6%	1,9%	2,9%	2,8%	2,5%	4,3%	4,4%	4,3%
France	0,5%	0,9%	1,3%	1,0%	1,6%	1,8%	7,5%	7,5%	7,5%
Italie	0,6%	0,8%	0,9%	1,7%	1,7%	1,7%	6,3%	6,3%	5,8%
Japon	0,7%	0,7%	0,7%	2,7%	1,7%	1,9%	2,5%	2,5%	2,4%
Royaume-Uni	1,1%	1,2%	1,5%	3,3%	2,4%	2,0%	4,7%	4,7%	4,7%
Zone Euro	1,1%	1,2%	1,4%	2,1%	1,9%	2,0%	6,4%	6,4%	6,3%

Les déficits budgétaires et la charge de la dette des États inquiètent, leurs dynamiques semblant difficilement réversibles, voire devenant incontrôlées. La souveraineté des États et les fonctions régaliennes sont redevenues des priorités : défense, santé, éducation, énergie, indépendance technologique, accès aux matières premières critiques, etc... tous ces projets sont urgents, et ils nécessitent des investissements colossaux pour être menés à bien. En conséquence, les déficits budgétaires et la dette publique seront fortement sollicités durant plusieurs décennies : même la très orthodoxe Allemagne s'engage désormais dans cette voie ! La dette n'est pas nécessairement inquiétante en soi, tant qu'elle offre une perspective de « retour sur investissement » à terme, mais ceci est très difficile à quantifier dans le cas présent. La croissance économique mondiale étant modeste actuellement, les rentrées fiscales ne progressent pas au rythme des dépenses budgétaires, d'où des dettes qui dérapent en pourcentage du PIB. Les États doivent donc émettre de plus en plus d'obligations, et

ils doivent faire face à une difficulté supplémentaire : près de 40% du total de leurs dettes arrivent en plus à échéance d'ici 2026 (source : OCDE). Autrement dit, autour de 26 000 Mds \$ de dettes souveraines mondiales doivent être refinancées, ceci avant même d'attribuer le premier centime aux nouveaux projets d'investissements ! Pour attirer à soi les capitaux internationaux, la compétition est dès lors très forte entre les États, les contraignant

En conséquence, les déficits budgétaires et la dette publique seront fortement sollicités durant plusieurs décennies : même la très orthodoxe Allemagne s'engage désormais dans cette voie !

à servir des taux d'intérêts élevés. Dans la mesure où les taux d'intérêts sont généralement bien plus élevés aujourd'hui que par le passé, les obligations arrivant à échéance devront être remplacées par des obligations coûtant plus cher qu'auparavant aux pays qui se refinancent. La charge des dettes dérape

donc vite, c'est pourquoi, si un choc conjoncturel inattendu devait survenir, l'ampleur des dérapages budgétaires pourrait vite devenir alarmante. La déstabilisation des équilibres économiques par l'Administration Trump pourrait-elle être justement ce choc conjoncturel inattendu ?

Encours total des obligations dans le monde (Mds \$)

Sources : OCDE, WeSave

	États	Entreprises	Total	États en % du Total	Évolution de la dette des États depuis 2008 en %	Variation en %	Évolution de la dette des entreprises depuis 2008 en %	Variation en %
2008	26 000	15 000	41 000	63%	100%		100%	
2009	31 000	16 000	47 000	66%	119%	19%	107%	7%
2010	35 000	17 000	52 000	67%	135%	15%	113%	7%
2011	38 000	18 000	56 000	68%	146%	12%	120%	7%
2012	40 000	19 000	59 000	68%	154%	8%	127%	7%
2013	40 000	21 000	61 000	66%	154%	0%	140%	13%
2014	39 000	22 000	61 000	64%	150%	-4%	147%	7%
2015	39 000	23 000	62 000	63%	150%	0%	153%	7%
2016	40 000	25 000	65 000	62%	154%	4%	167%	13%
2017	44 000	26 000	70 000	63%	169%	15%	173%	7%
2018	46 000	27 000	73 000	63%	177%	8%	180%	7%
2019	47 000	29 000	76 000	62%	181%	4%	193%	13%
2020	57 000	31 000	88 000	65%	219%	38%	207%	13%
2021	59 000	33 000	92 000	64%	227%	8%	220%	13%
2022	58 000	34 000	92 000	63%	223%	-4%	227%	7%
2023	64 000	34 000	98 000	65%	246%	23%	227%	0%
2024	66 000	34 000	100 000	66%	254%	8%	227%	0%

État des finances publiques des pays du G7

Sources : FMI, WeSave

Pays	Dettes totale (Mds \$)	Dettes (% PIB)	Déficit budgétaire 2025 (% PIB)
Allemagne	2 976	62,5%	-2,8%
Canada	2 483	110,8%	-2,2%
États-Unis	35 251	120,8%	-7,3%
France	3 578	113,0%	-5,8%
Italie	3 209	135,3%	-3,4%
Japon	10 110	240,0%	-2,3%
Royaume-Uni	3 689	101,2%	-5,8%
Moyenne G7		124,2%	-4,3%

La question de l'indépendance des Banques centrales pourrait-elle se poser ? Les États rencontrant plus de difficultés à financer leurs dettes (cf. quelques émissions d'obligations moins souscrites qu'à l'accoutumée, ou encore la dégradation de certains ratings par les agences de notation chargées d'évaluer la solvabilité des emprunteurs), il est tentant pour les dirigeants politiques d'en reporter la responsabilité sur les banquiers centraux ! Ces derniers ont en effet deux moyens très directs d'aider les États : en baissant leurs taux directeurs et/ou en achetant des obligations des États pour les conserver dans leurs Bilans (i.e. les fameux « Quantitative Easings »). Après l'envol inédit de l'inflation post COVID et guerre en Ukraine, les banquiers centraux avaient remonté très fortement leurs taux directeurs mais, depuis 2024, les taux directeurs ont de nouveau été réduits. Pour autant, les Banques centrales ne sont pas devenues accommodantes puisque leurs taux directeurs restent souvent supérieurs à l'inflation observée ... d'où les reproches faits par certains dirigeants

d'États. À noter également que l'actuelle efficacité des baisses de taux directeurs est très discutable puisque les taux à long terme des obligations (10 ans et au-delà) n'ont pas suivi le rythme de la baisse des taux directeurs ! De plus, afin de restaurer des instruments d'intervention, les Banques centrales cherchent actuellement à réduire la taille de leurs Bilans en détenant moins d'obligations des États : un « Quantitative Tightening » est généralement en cours. Autrement dit, alors que les États ont besoin de sommes colossales pour renforcer la souveraineté des pays, les banquiers centraux agissent plutôt à contre-courant en conservant des politiques monétaires orthodoxes. C'est pourquoi D.Trump se montre particulièrement virulent à l'encontre de l'actuel Président de la FED, qu'il surnomme « Too Late Powell », cherchant à obtenir sa démission afin de pouvoir nommer un nouveau Président plus en phase avec ses aspirations monétaires. Hormis aux États-Unis, où les marges de manœuvre restent fortes pour baisser les taux directeurs, la plupart des Banques centrales ont déjà

énormément baissé leurs taux ... c'est donc plutôt du côté des « Quantitative Easings » que la pression pourrait être mise par les dirigeants politiques. Pour rappel, lorsque les Banques centrales perçoivent les coupons des obligations qu'elles détiennent, ces sommes sont finalement reversées plus tard aux États : le niveau des taux d'intérêts importe donc finalement que modérément si les Banques centrales sont de très gros détenteurs des dettes des États et que ces derniers récupèrent les intérêts qu'ils ont dû leur verser ! Au-delà de la politique monétaire, c'est aussi par le biais de la dérégulation bancaire (assouplir les ratios réglementaires, faciliter la titrisation, etc...) que les Banques centrales peuvent appuyer les États, facilitant ainsi l'accès au crédit ou bien encore l'achat des dettes des États par les institutions financières. Bien entendu, la perte d'indépendance des Banques centrales quant à leurs politiques monétaires ou à leurs décisions prudentielles pourrait potentiellement fragiliser les systèmes financiers à terme, mais aussi affecter la crédibilité de la parole et des actions futures des banquiers centraux. De plus, si la lutte contre l'inflation devait devenir une mission presque

secondaire, cela nécessiterait de reconsidérer en profondeur les allocations d'actifs des investisseurs.

Pour rappel, lorsque les Banques centrales perçoivent les coupons des obligations qu'elles détiennent, ces sommes sont finalement reversées plus tard aux États : le niveau des taux d'intérêts importe donc finalement que modérément si les Banques centrales sont de très gros détenteurs des dettes des États et que ces derniers récupèrent les intérêts qu'ils ont dû leur verser !

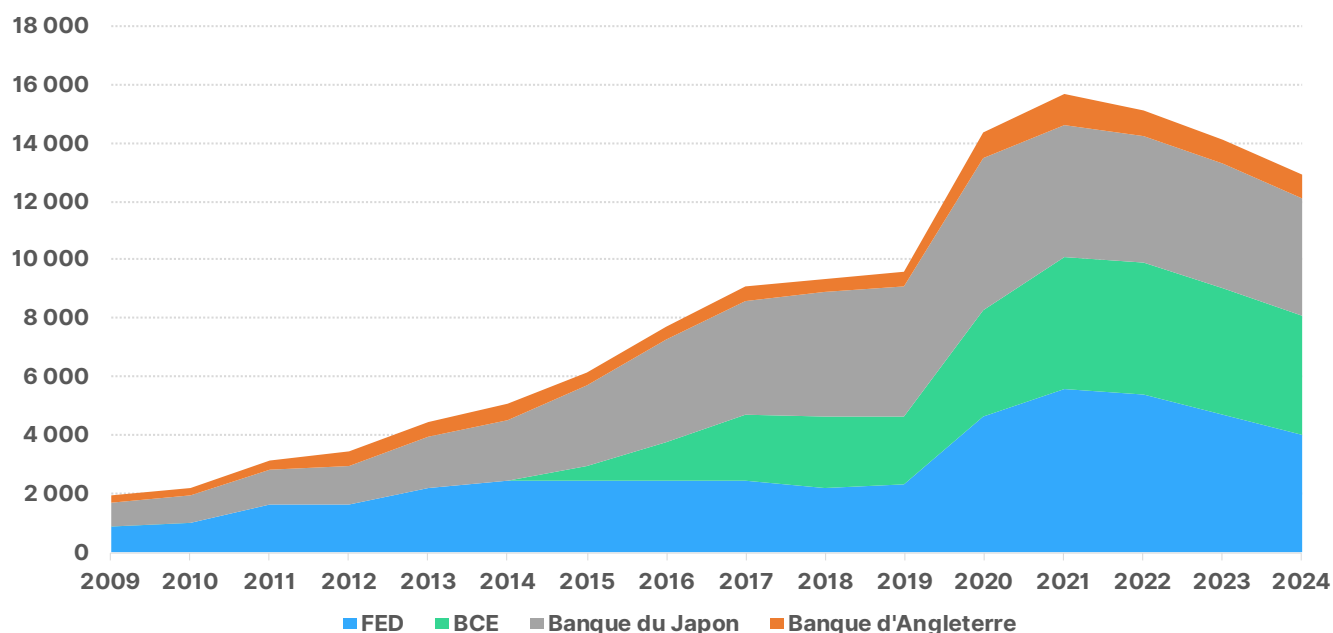
Taux d'intérêts réels et salaires réels (pouvoir d'achat) des pays du G7

Sources : Refinitiv, WeSave

	Allemagne	Canada	États-Unis	France	Italie	Japon	Royaume-Uni
Taux directeur de la Banque centrale (1)	2,15%	2,75%	4,38%	2,15%	2,15%	0,50%	4,00%
Inflation observée (2)	2,20%	1,70%	2,60%	0,90%	1,60%	3,10%	3,80%
Taux d'intérêt réel (1) - (2)	-0,05%	1,05%	1,78%	1,25%	0,55%	-2,60%	0,20%
Progression annuelle des salaires (3)	5,77%	4,43%	3,41%	2,13%	3,40%	1,00%	4,50%
Salairé réel (3) - (2)	3,57%	2,73%	0,81%	1,23%	1,80%	-2,10%	0,70%
Salaires VS Taux directeur (3) - (1)	3,62%	1,68%	-0,97%	-0,02%	1,25%	0,50%	0,50%

Détention d'obligations souveraines par certaines Banques centrales (Mds \$)

Sources : OCDE, WeSave



La géopolitique devient une source de préoccupation permanente. Les conflits entre la Russie et l'Ukraine, ou bien ceux au Moyen-Orient ne sont que la partie la plus visible des tensions internationales en cours : la course au leadership mondial entre les États-Unis et la Chine s'intensifie, le repli sur soi de très nombreux pays est désormais engagé, les grandes instances internationales perdent beaucoup de leur influence et de leurs contributeurs financiers, et les partenaires privilégiés d'hier deviennent des rivaux. Ces bouleversements majeurs révèlent également au grand jour des dépendances critiques : défense, énergies, semi-conducteurs, métaux rares, satellites et câbles de communication, accès à l'eau ou aux routes maritimes, etc... L'adaptabilité des entreprises et leurs chaînes de valeurs sont alors toutes deux testées : une nécessaire diversification des clients, des fournisseurs, des lieux de production, des circuits commerciaux empruntés, etc... Tous ces changements engendrent, dans la meilleure des hypothèses, de simples surcoûts et des complexités logistiques temporaires, mais peuvent aller jusqu'à

mettre en péril de nombreuses entreprises et emplois dans le monde, accentuant les inégalités sociales et les tensions sociétales. C'est aussi, par extension, la suprématie du Dollar dans les échanges commerciaux internationaux ou dans les réserves des Banques centrales qui devient un sujet sensible : en termes de devises, quelle stratégie les dirigeants d'entreprises ou investisseurs doivent-ils adopter ? De même, pourquoi continuer de financer des pays étrangers devenus des adversaires, alors que l'on a soi-même besoin de ces capitaux pour conforter sa souveraineté : le « patriotisme financier » pourrait s'imposer à l'avenir (cf. volonté de parvenir à une union des marchés de capitaux en Europe par exemple). Ces divers chocs ne sont donc pas simplement conjoncturels, il s'agit bel et bien d'une mutation durable : le commerce, autrefois levier d'intégration, devient une scène de confrontation ou un instrument de puissance, et le protectionnisme s'érige en doctrine. Dans ce nouveau monde, où la mondialisation devient méfiante et segmentée en blocs, il est logique que

le scepticisme et la prudence gagnent de nombreux investisseurs et dirigeants d'entreprises.

« L'investissement est un pari, mais ne pas investir est un pari encore plus grand ». (Robert Arnott)

Le contexte est donc indiscutablement anxiogène, et pourtant ce sont les actifs réputés « risqués », mais également « cycliques », qui progressent le plus : actions, matières premières, émergents, crypto-actifs, etc... L'appétit pour le risque semble ainsi rester fort : les volatilités des actions (VIX aux États-Unis ou VSTOXX en Europe) reviennent en zones basses. De même, au sein des obligations, ce

sont les obligations les plus offensives et risquées (i.e. les obligations d'entreprises « High Yield ») qui se détachent favorablement cette année. Les investisseurs sont-ils alors inconscients des alertes et des menaces rappelées au travers du premier chapitre de ce texte ?

Le contexte est donc indiscutablement anxiogène, et pourtant ce sont les actifs réputés « risqués », mais également « cycliques », qui progressent le plus : actions, matières premières, émergents, crypto-actifs, etc...

Performances des grands indices d'actions, dividendes réinvestis, en devises locales et en Euros

Sources : Refinitiv, WeSave

	2025 En devise locale	2025 En Euros	Depuis "Liberation Day" En devise locale	Depuis "Liberation Day" En Euros
MSCI All World	14,67%	1,59%	16,08%	7,45%
MSCI émergents	19,63%	5,99%	16,14%	7,51%
Stoxx 600 (Europe)	11,50%	11,50%	5,27%	5,27%
S&P500 (États-Unis)	10,79%	-1,85%	15,73%	7,13%
Nasdaq 100 (États-Unis)	11,98%	-0,79%	21,82%	12,76%
CAC40 (France)	7,44%	7,44%	1,56%	1,56%
Dax40 (Allemagne)	20,06%	20,06%	7,84%	7,84%
Footsie100 (Royaume-Uni)	15,63%	10,49%	8,97%	5,39%
TOPIX (Japon)	11,95%	6,03%	15,94%	9,44%
Hang Seng (Chine)	28,38%	13,32%	10,58%	2,14%

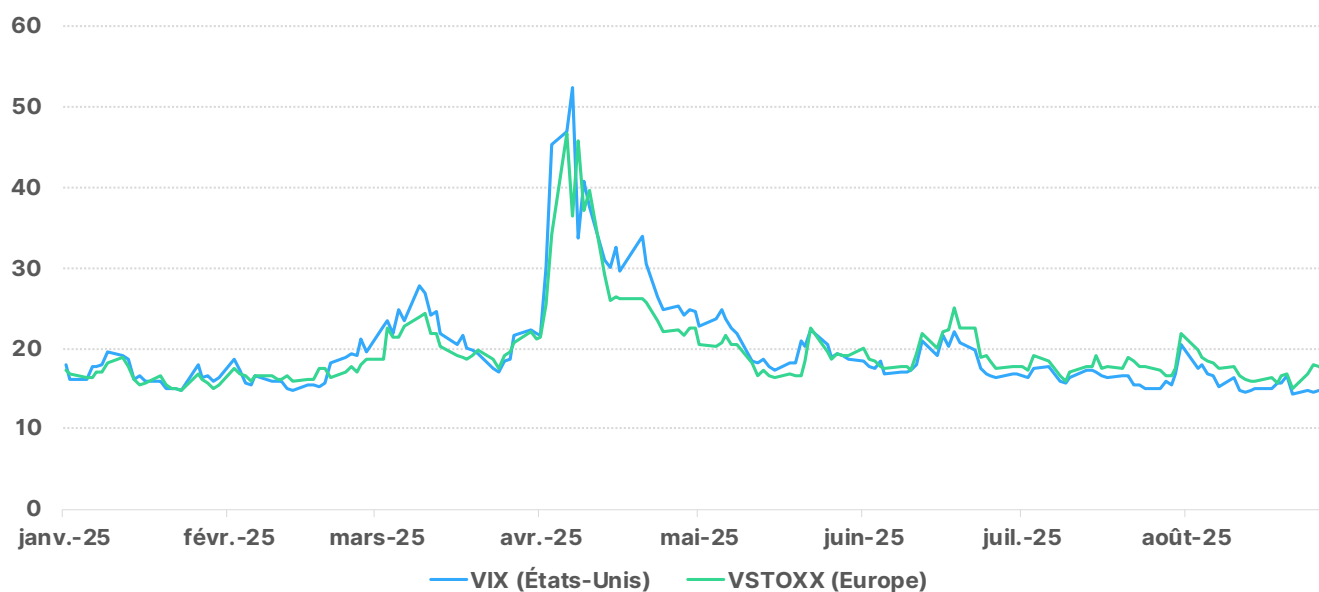
Performance en 2025 et depuis «Liberation Day» des secteurs du S&P500, dividendes inclus

Sources : Refinitiv, WeSave

	2025	Depuis "Liberation Day")
Communication & services	17,91%	25,71%
Industrie	16,12%	16,35%
Technologie	14,04%	30,57%
Services collectifs	13,00%	7,68%
Financières	12,59%	8,76%
Matériaux	11,64%	8,58%
S&P500	10,79%	15,73%
Énergie	7,50%	-2,47%
Consommation courante	5,54%	0,29%
Immobilier	3,61%	0,86%
Consommation discrétionnaire	2,02%	18,36%
Santé	0,81%	-5,38%

Volatilité des actions américaines et européennes

Sources : Refinitiv, WeSave

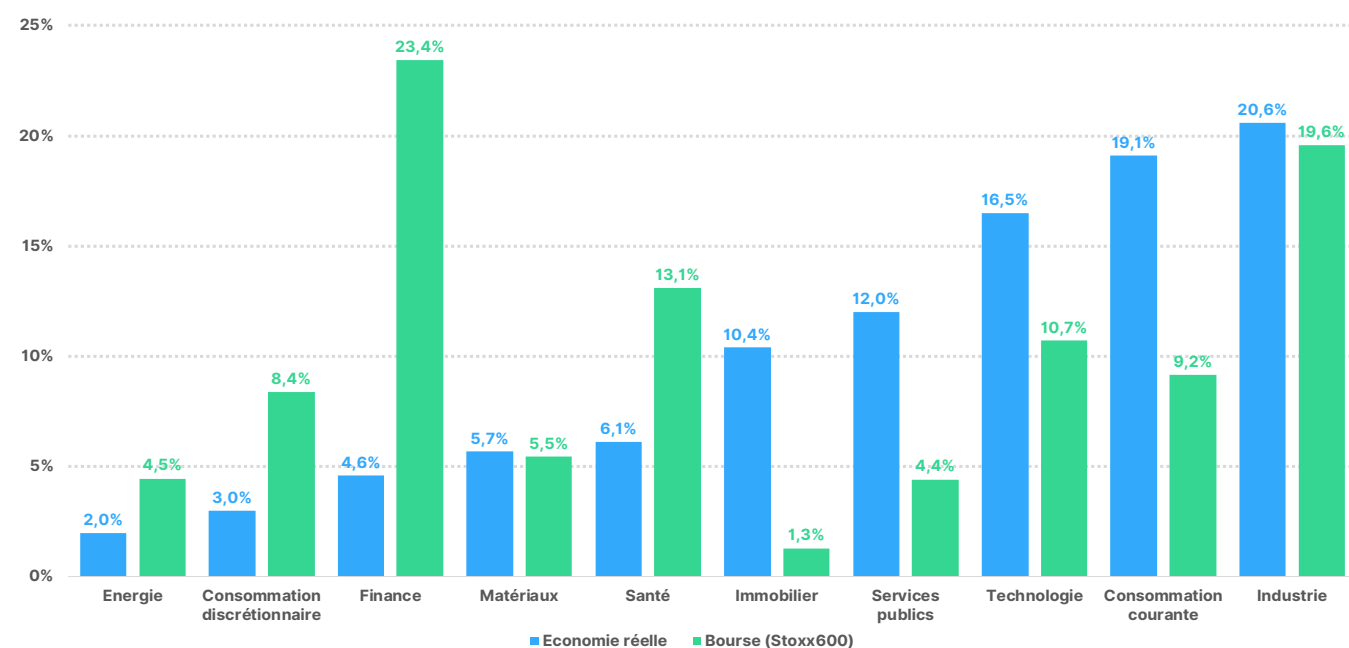


Les marchés financiers reflètent très mal la réalité économique, car ayant une dynamique qui leur est propre. Les marchés d'actions reposent sur des indices boursiers, qui sont des constructions arbitraires, cherchant à attirer les capitaux internationaux vers eux : les établissements financiers créant ces indices ne sont pas des philanthropes ! Certains pays ou secteurs d'activité, sur-représentés dans les principaux indices, engendrent une déconnexion favorable entre la performance de la bourse et celle, moins forte, de l'économie réelle : l'omniprésence de la technologie dans les indices américains en est une bonne illustration. Les processus d'entrées et de sorties des sociétés au sein des indices boursiers entretiennent par ailleurs la surperformance de la bourse : les meilleurs espoirs sont intégrés dans les indices, quand les sociétés en perte de vitesse en ressortent. De plus, les sociétés cotées sont déjà une « élite » de nos économies en termes de taille critique, de solvabilité, d'accès aux financements bancaires ou aux ingénieries financières, de déploiements internationaux, d'accès à une main d'œuvre qualifiée, etc... ce qui leur permet de mieux faire face aux

diverses crises et d'engendrer structurellement bien plus de bénéfices que le reste de l'économie. Par ailleurs, ces sociétés disposant de moyens financiers très importants, elles peuvent identifier et effectuer très tôt les investissements stratégiques confortant leur croissance de long terme et, si nécessaire, elles peuvent même acquérir certains concurrents pour gagner du temps dans ces développements. De même, elles peuvent simultanément verser de confortables dividendes à leurs actionnaires, ou encore procéder à d'importants rachats de leurs propres actions. La baisse des taux d'intérêts depuis deux ans facilite, voire encourage, ces opérations financières, tout comme le récent recul du Dollar pourrait s'avérer être une belle opportunité pour certaines acquisitions aux États-Unis si le billet vert était voué à se redresser à l'avenir. Ces diverses explications « techniques », ne suffisent toutefois pas à expliquer, à elles seules, la bonne tenue des marchés financiers : les fondamentaux restent, eux aussi, plutôt bien orientés, pour peu que l'on prenne la peine de les regarder avec un prisme optimiste.

Différences sectorielles entre l'économie réelle européenne et sa représentation boursière

Sources : Amundi, Eurostat, WeSave



Poids des pays dans les indices boursiers d'actions, dans l'économie (PIB), et écart

Sources : Our World in Data, WeSave

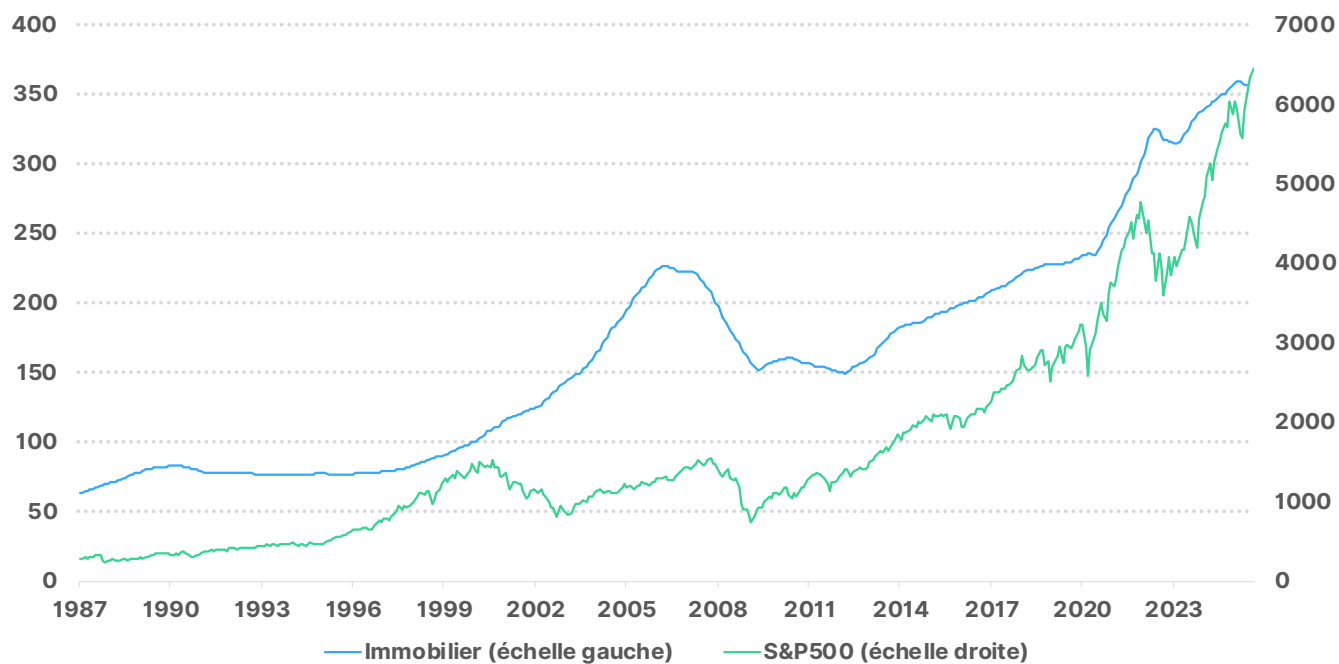
	Marchés financiers	Économie	Écart
États-Unis	64,2%	20,7%	43,5%
Reste du monde	10,8%	42,3%	-31,5%
Japon	4,9%	4,4%	0,5%
Royaume-Uni	3,3%	3,1%	0,2%
Chine	3,0%	15,8%	-12,8%
Canada	2,9%	1,8%	1,1%
France	2,5%	2,9%	-0,4%
Allemagne	2,3%	4,0%	-1,7%
Suisse	2,1%	0,7%	1,4%
Taiwan	2,0%	0,8%	1,2%
Inde	1,9%	3,5%	-1,6%

Les inquiétudes quant au déficit budgétaire américain et à la consommation nationale pourraient être exagérées. La politique tarifaire de D.Trump est largement critiquée dans le monde, mais un calcul de coin de table montre qu'elle pourrait être pertinente du point de vue financier pour le pays. Selon le Bureau of Economic Analysis (BEA), les États-Unis ont importé pour 3 360 Mds \$ de marchandises en 2024, et le taux effectif de tarifs douaniers qui leur était alors appliqué était de 2,3% ... soit 77 Mds \$ de recettes fiscales. À ce stade des négociations encore en cours avec les divers pays dans le monde, le taux effectif appliqué approcherait désormais les 18,2% ... soit 612 Mds \$ de recettes fiscales potentielles en 1 an, en appliquant ce taux de 18,2% au déficit de l'an passé. Ce chiffre est à rapprocher de l'estimation faite par le Congressional Budget Office (CBO) du déficit budgétaire annuel moyen induit par la politique de D.Trump : 340 Mds \$ par an pendant 10 ans. Quand bien même les importations

américaines de marchandises se contracteraient très significativement du fait du rehaussement des tarifs douaniers, ces recettes fiscales resteraient fortes : on comprend mieux pourquoi le Président est aussi attaché aux tarifs douaniers, tout en s'efforçant à conclure des accords commerciaux asymétriques, favorables aux États-Unis. Le patrimoine des ménages américains est par ailleurs bien orienté, et il est plutôt sain : les prix de l'immobilier ne cessent de progresser, tout comme la bourse, et les dettes immobilières contractées par le passé ont généralement été opportunément refinancées à très bas coût lors de la COVID, d'où une charge de la dette maîtrisée. Les salaires progressent certes moins vite actuellement, mais toujours plus vite que l'inflation, d'où un pouvoir d'achat des ménages résilient : la consommation devrait alors rester solide, tout comme les recettes fiscales lui étant associées.

Indice des prix de l'immobilier américain et S&P500

Sources : Refinitiv, WeSave



Rythmes respectifs de progression des salaires et de l'inflation aux États-Unis

Sources : Refinitiv, WeSave



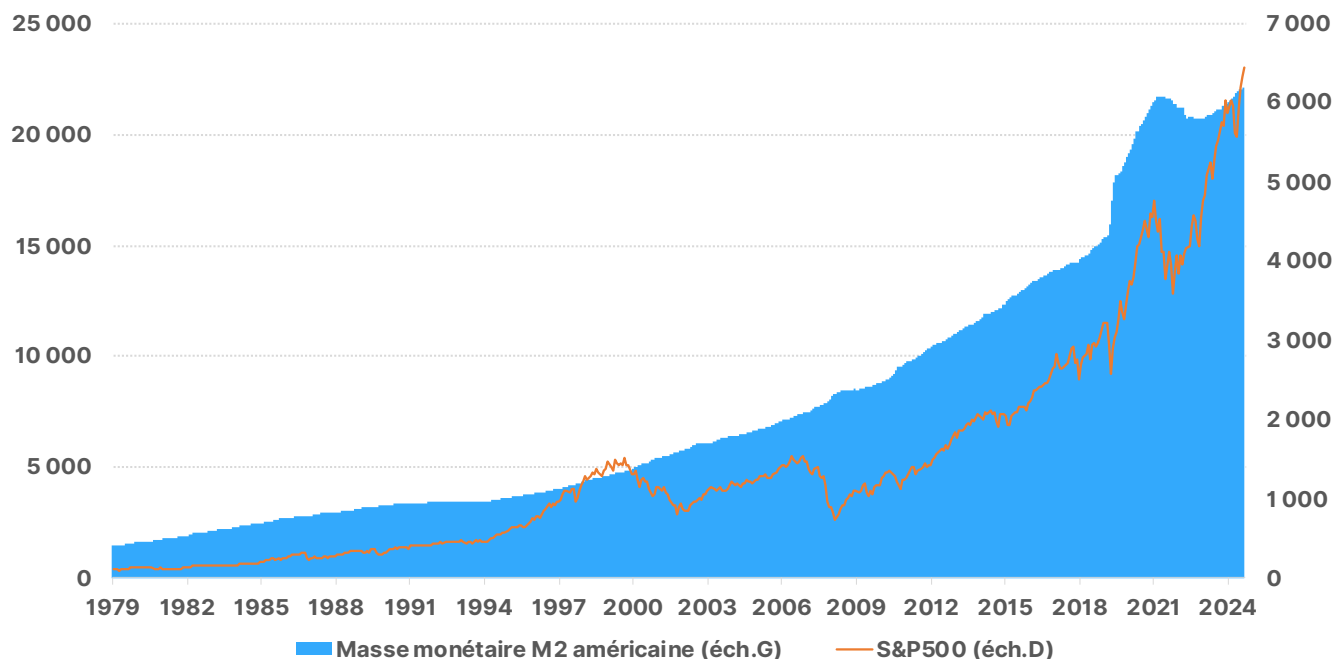
Les acheteurs de la dette américaine n'ont pas disparu. Les investisseurs cherchent toujours à anticiper les risques à venir, c'est pourquoi le focus actuel porte sur le coût de la dette américaine et sur les décisions de la FED. Les capitaux mis à la disposition de l'économie par la FED restent extrêmement abondants (cf. masse monétaire M2), il est donc très exagéré de considérer que sa politique monétaire soit très restrictive ... et c'est historiquement un indicateur souvent pertinent quant à la tenue générale des marchés financiers. De plus, si les circonstances le nécessitaient, notamment si l'emploi américain venait à montrer des signes récurrents de faiblesse, la FED pourrait baisser ses taux directeurs. Dans la mesure où le chômage américain devrait un peu remonter en 2026 (4,6% attendu contre 4,3% en 2025), et que le remplaçant de J.Powell devrait être une « colombe », D.Trump devrait obtenir gain de cause et bénéficier d'une dynamique monétaire à nouveau accommodante. Il convient aussi de rappeler que la dette américaine est au 3/4 détenue par des institutions financières ou par des particuliers américains, et que les éventuels retraits des investisseurs étrangers peuvent être compensés, si nécessaire, par un « Quantitative Easing » de la FED. De plus, les mesures de dérégulation bancaire aux États-Unis devraient donner des marges de manœuvre supplémentaires aux banques du pays pour accorder des lignes de crédit, et cela devrait faciliter les achats de T-Bonds américains. Dans le même esprit, les assouplissements réglementaires en cours quant aux actifs financiers pouvant être détenus dans les fonds de retraites américains devraient accroître le volant d'acheteurs de dette souveraine américaine. Il n'est par exemple pas anodin de voir l'Administration Trump soutenir le développement des crypto-actifs, et notamment celui des « stablecoins » (monnaies numériques adossées à un stock de devises traditionnelles) en Dollar, ces derniers achetant structurellement la dette américaine. En parallèle, beaucoup de « fonds datés » (i.e. des fonds d'investissement

détenant des obligations avec une date d'échéance prédéterminée) ayant été lancés après la COVID, seront prochainement remboursés à leurs porteurs : d'importantes liquidités devront alors être réinvesties avec un degré de risque contenu et, au niveau de rendement actuel, les obligations de l'État américain sont attrayantes en absolu comme en relatif par rapport à celles de bon nombre de pays étrangers, surtout si la FED devait baisser ses taux directeurs. La seule réticence à éventuellement acheter cette dette américaine serait le risque de baisse additionnelle du Dollar mais, pour un investisseur américain, ce n'est pas un sujet de préoccupation, et il est probable que les baisses de taux directeurs à venir par la FED soutiennent paradoxalement le billet vert : la solvabilité de l'État américain sera améliorée, tout comme le potentiel de croissance économique du pays.

De plus, si les circonstances le nécessitaient, notamment si l'emploi américain venait à montrer des signes récurrents de faiblesse, la FED pourrait baisser ses taux directeurs. Dans la mesure où le chômage américain devrait un peu remonter en 2026 (4,6% attendu contre 4,3% en 2025), et que le remplaçant de J.Powell devrait être une « colombe », D.Trump devrait obtenir gain de cause et bénéficier d'une dynamique monétaire à nouveau accommodante.

Masse monétaire américaine M2 (Mds \$) et S&P500

Sources : Refinitiv, WeSave



Taux directeurs anticipés par les marchés financiers pour la FED et ampleur des baisses attendues

Sources : Refinitiv, WeSave

	FED	
Taux actuel :	4,38%	
mercredi 17 septembre 2025	4,04%	-0,33%
mercredi 29 octobre 2025	3,98%	-0,40%
mercredi 10 décembre 2025	3,77%	-0,60%
mercredi 28 janvier 2026	3,65%	-0,73%
mercredi 18 mars 2026	3,51%	-0,87%
mercredi 29 avril 2026	3,41%	-0,97%
mercredi 17 juin 2026	3,24%	-1,13%
mercredi 29 juillet 2026	3,15%	-1,23%
mercredi 16 septembre 2026	3,04%	-1,33%
mercredi 28 octobre 2026	2,99%	-1,39%
mercredi 9 décembre 2026	2,09%	-2,29%

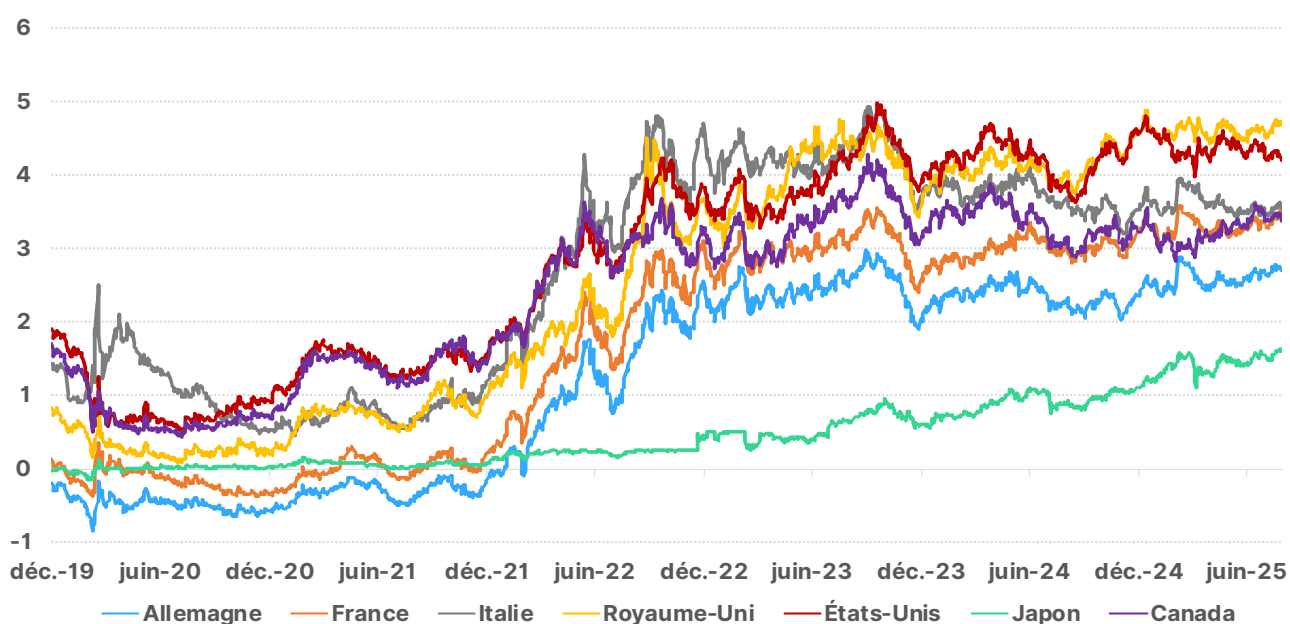
Structure de détention de la dette souveraine américaine

Sources : Trésor américain, WeSave

Catégorie de détenteurs	Part de la dette totale
Investisseurs étrangers	25%
Zone euro (Luxembourg, Irlande, Belgique, France)	6%
Chine & Hong Kong	3%
Japon	3%
Royaume-Uni	2%
Canada	1%
Centres financiers (Cayman, Suisse, etc...)	4%
Autres étrangers	6%
Gouvernement américain (dette intragouvernementale)	21%
Fonds de pension fédéraux (Sécurité sociale, etc...)	20%
Collectivités locales	1%
Réserve fédérale (FED)	15%
Banques commerciales américaines	6%
Ménages et investisseurs privés (hedge funds, etc...)	33%

Taux à 10 ans des pays du G7 depuis la COVID (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



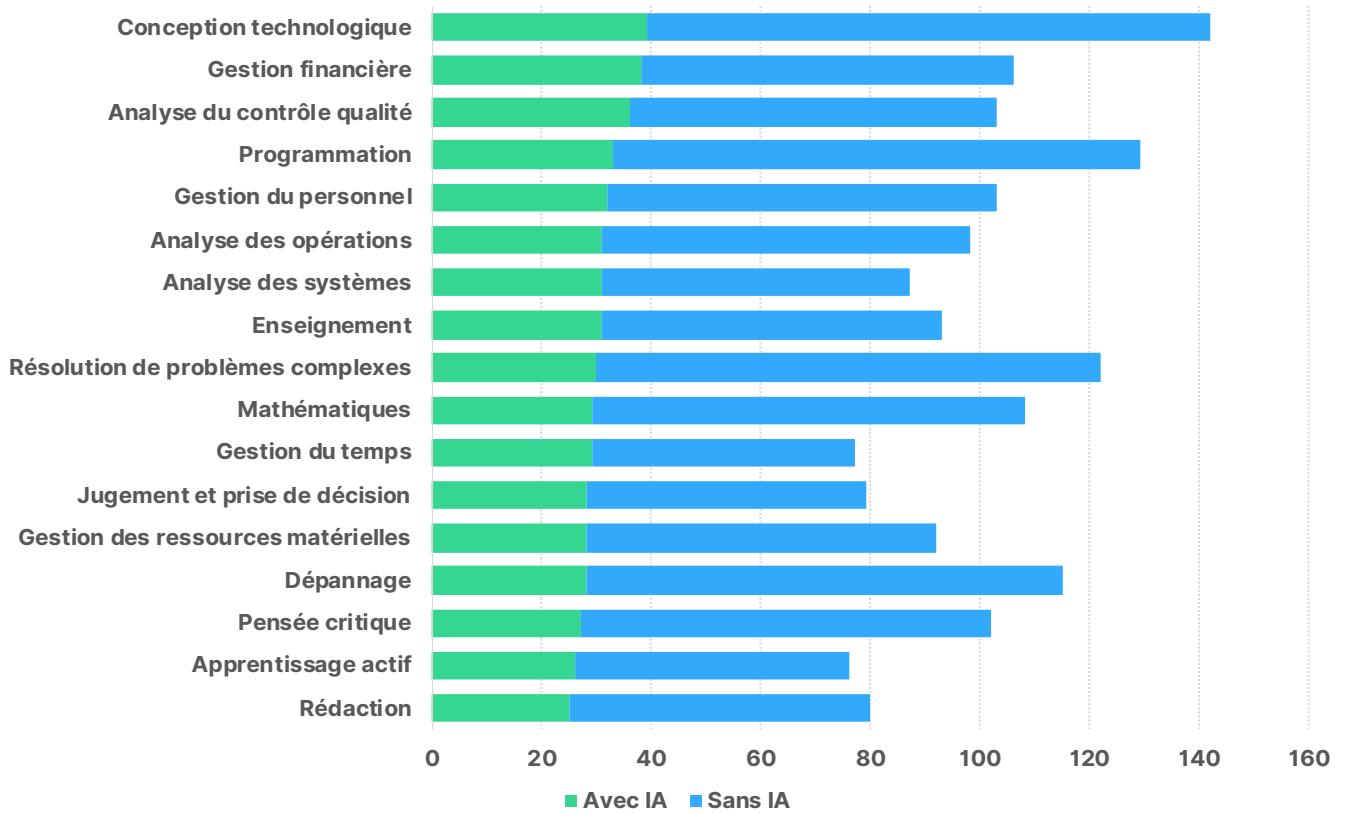
L'Intelligence Artificielle (IA) est le nouveau levier de productivité. L'IA est un enjeu MAJEUR pour les économies et pour les entreprises car la productivité future en sera probablement bouleversée en profondeur. Dans un monde où les pénuries d'énergie, de matières premières, d'employés qualifiés, etc... posent des problèmes structurels, il est essentiel de gagner en productivité pour pouvoir continuer à produire autant, mais avec moins de facteurs de production. Sous la surface d'une croissance économique actuellement morose se dissimule en réalité une dynamique forte : celle de nouveaux gains de productivité en cours ! Améliorer sa productivité, pour une entreprise, c'est la perspective de réaliser des bénéfices plus conséquents à reverser aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachats d'actions futurs et, pour les États, celle d'encaisser plus d'impôts sur les sociétés. L'adoption de l'IA par les entreprises, mais aussi par les ménages, est fulgurante parce que les échanges avec ces « agents conversationnels » n'exigent pas, ou très peu, de connaissances technologiques préalables. De plus, la combinaison de robots (humanoïdes ?) avec ces IA ouvre des perspectives que seule la science-fiction envisageait jusqu'alors. L'automatisation et l'analytique avancée permettent déjà d'accélérer l'innovation et de mieux servir la clientèle, tout en réduisant les coûts. Les cas d'usages sont donc déjà concrets et, une fois encore, les grandes entreprises cotées étant en pointe de nos économies, elles sont les mieux placées pour en tirer avantage les premières. Que ce soit pour créer de nouvelles activités, pour gagner des parts de marchés vis-à-vis des concurrents, ou pour assurer sa survie sur la durée, les entreprises ont peu de choix que d'investir dans le domaine : l'IA est une marche forcée. La question de l'éventuelle valorisation excessive des marchés d'actions dépend alors beaucoup des hypothèses retenues quant aux délais et ampleurs des « retours sur investissements » consacrés à l'IA. À l'évidence, les États-Unis et la Chine ont une longueur d'avance dans le domaine, et tous

deux investissent massivement pour conserver ou pour accroître cette avance, ce qui explique la très bonne tenue de leurs segments boursiers consacrés à la technologie. En toute logique, les grandes multinationales et les pays développés devraient profiter des avancées de l'IA avant les petites capitalisations boursières ou les pays émergents. Toutefois, l'IA présente la particularité de pouvoir vite « ruisseler » vers l'ensemble des secteurs économiques ou pays, c'est pourquoi la plupart des sociétés cotées peuvent théoriquement prétendre bénéficier des gains de productivité associés à l'IA. L'exercice de sélection des valeurs gagnantes ou perdantes de l'IA étant très complexe à ce stade, une forte mutualisation des allocations est alors préférable, ce que permettent justement les indices boursiers : l'engouement persistant des investisseurs à l'égard des ETFs n'est pas le fruit du hasard ! Il convient toutefois d'avoir bien à l'esprit certains biais sectoriels pouvant se dissimuler derrière chaque indice retenu pour l'allocation de son épargne, pour ne pas être en fin de compte déçu par ses investissements.

L'Intelligence Artificielle (IA) est le nouveau levier de productivité. L'IA est un enjeu MAJEUR pour les économies et pour les entreprises car la productivité future en sera probablement bouleversée en profondeur. Dans un monde où les pénuries d'énergie, de matières premières, d'employés qualifiés, etc...

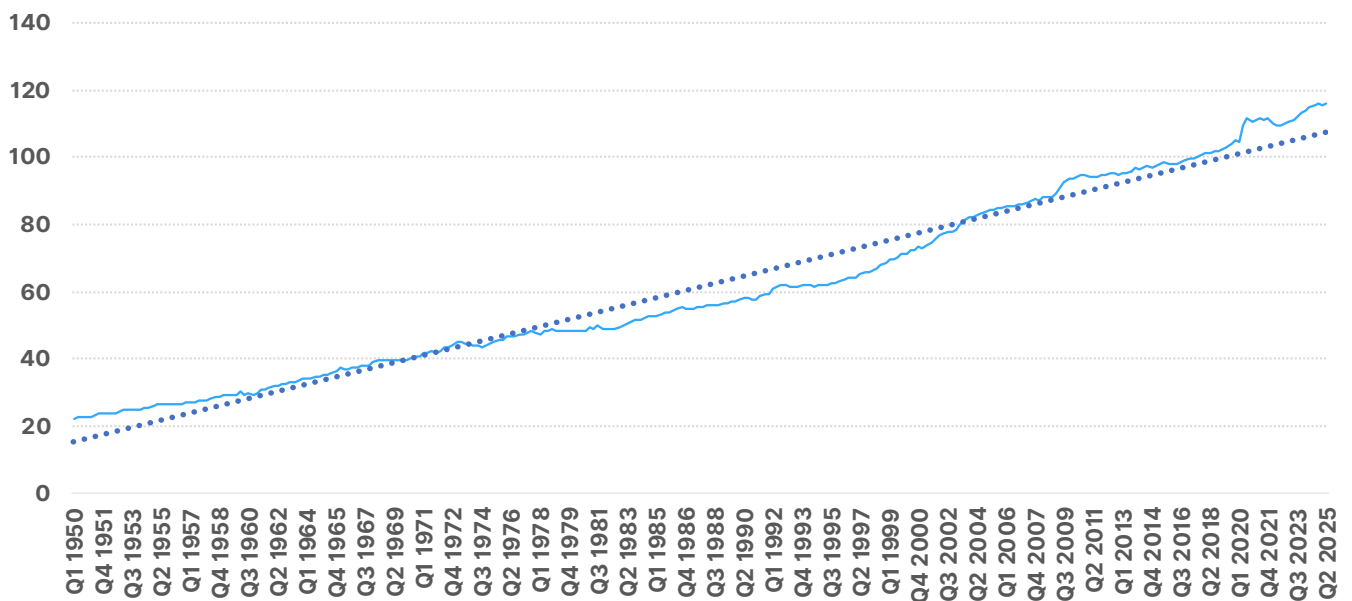
Temps nécessaire pour accomplir certaines tâches, avec ou sans l'IA (en minutes)

Sources : Visual Capitalist, WeSave



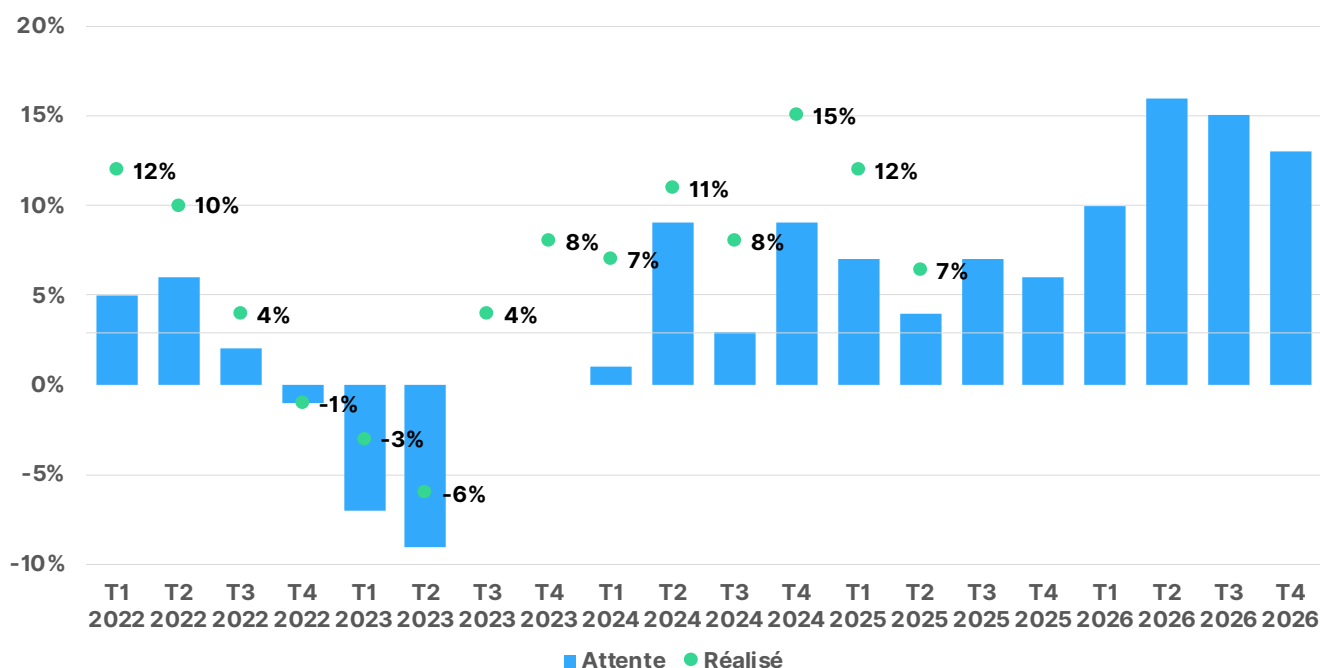
Indicateur de la productivité (production horaire) aux États-Unis et sa droite de tendance

Sources : Refinitiv, WeSave



Croissance des bénéficiaires du S&P500 et attentes du consensus

Sources : FactSet, WeSave



Expositions sectorielles des principaux indices d'actions européens

Sources : Amundi, WeSave

	Europe Stoxx600	Europe Europe Stoxx50	France CAC	Zone Euro Euro Stoxx50	Allemagne DAX	Espagne IBEX	Italie MIB	UK FOOTSIE	Suisse SMI
Finance	23,4%	20,7%	24,0%	21,0%	36,0%	12,5%	47,3%	24,5%	19,9%
Industrie	19,6%	15,6%	20,7%	30,1%	14,7%	30,3%	7,4%	16,8%	10,2%
Santé	13,1%	18,6%	5,1%	5,8%	0,9%	10,2%	1,8%	12,3%	35,3%
Consommation discrétionnaire	9,2%	11,7%	6,4%	1,2%	0,4%	8,9%	0,6%	15,9%	16,6%
Consommation courante	8,4%	7,0%	12,9%	8,3%	16,1%	14,8%	14,7%	5,5%	6,1%
Technologie	7,3%	9,9%	16,0%	17,4%	0,7%	3,4%	2,9%	1,1%	1,0%
Matériaux	5,5%	3,6%	3,7%	4,5%	1,0%	6,5%	0,7%	5,6%	9,0%
Energie	4,5%	6,9%	4,0%		2,0%	6,9%	6,5%	10,1%	
Services publics	4,4%	4,1%	4,2%	3,6%	20,2%	3,3%	16,8%	4,5%	0,3%
Communication	3,5%	2,1%	3,0%	6,7%	6,8%	2,6%	1,4%	2,7%	1,0%
Immobilier	1,1%			1,3%	1,1%	0,6%		1,0%	0,7%

Expositions sectorielles des grands indices d'actions mondiaux

Sources : Amundi, WeSave

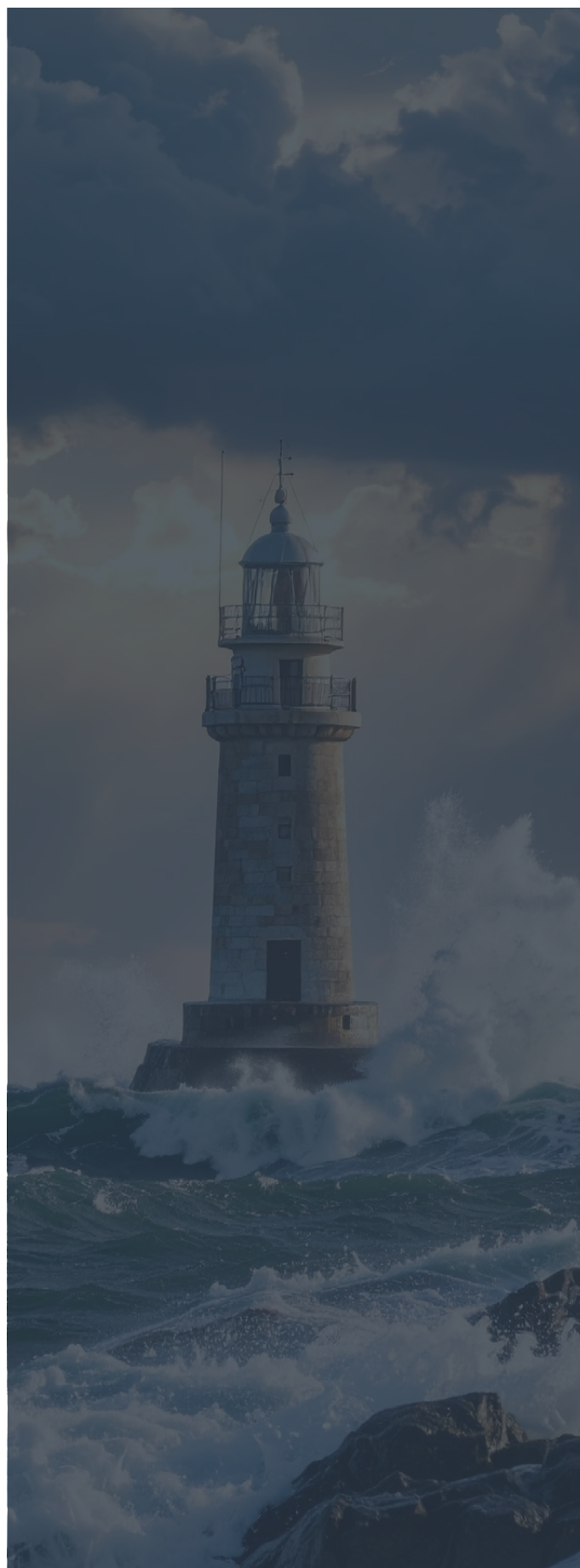
	Europe Stoxx600	États-Unis S&P500	Asie (hors Japon) MSCI Asia ex Japan	Japon TOPIX	Chine MSCI China	Amérique Latine MSCI Latin America
Finance	23,4%	14,0%	22,7%	14,6%	19,0%	34,9%
Industrie	19,6%	8,6%	7,6%	25,9%	4,2%	10,3%
Santé	13,1%	9,3%	3,4%	6,2%	4,0%	0,8%
Consommation discrétionnaire	9,2%	5,5%	3,5%	6,0%	3,6%	14,0%
Consommation courante	8,4%	10,5%	13,5%	17,0%	29,1%	1,6%
Technologie	7,3%	33,0%	27,3%	13,0%	8,8%	0,7%
Matériaux	5,5%	1,9%	3,6%	4,9%	2,9%	16,0%
Energie	4,5%	3,0%	3,1%	0,8%	2,5%	9,2%
Services publics	4,4%	2,4%	2,4%	1,3%	2,1%	7,6%
Communication	3,5%	9,8%	10,9%	8,3%	22,2%	3,8%
Immobilier	1,1%	2,0%	2,1%	2,0%	1,7%	1,3%

«Les marchés sont des machines à transférer l'argent des impatientes vers les patients.» (Warren Buffett)

En conclusion, la bonne tenue des actions s'explique notamment par les spécificités des indices boursiers par rapport à l'économie réelle, mais surtout par des fondamentaux économiques et financiers peut-être mésestimés. Ainsi, les publications de résultats trimestriels par les entreprises, y compris les commentaires des dirigeants quant à leurs perspectives, tout comme les statistiques macro-économiques, infirment une vision trop pessimiste pour les prochains trimestres, sachant que les

soutiens budgétaires et monétaires amortiront les éventuelles surprises négatives. L'impressionnante régularité de la hausse des marchés, tout comme les très faibles replis observés depuis le « Liberation Day », reflète certainement un positionnement bien trop prudent de nombreux investisseurs institutionnels, pris à contrepied par la puissance et par l'ampleur des flux de capitaux se déversant sur la bourse : ayant allégé ou protégé trop tôt leurs portefeuilles, ils en viennent à souhaiter que des corrections boursières se produisent pour pouvoir acheter mais, ce faisant, ils limitent d'autant le potentiel de baisse des marchés. La principale réticence persistante à investir tient à une valorisation en apparence élevée des indices au regard de leurs références passées, mais cela s'explique en grande partie par les déformations avec le temps du poids des divers secteurs au sein des indices boursiers : la structure des indices a profondément changé, justifiant d'avoir des

valorisations plus élevées aujourd'hui. Le parallèle est également fréquemment fait entre l'actuel emballement boursier autour du thème de l'IA et celui de la « bulle » de l'internet en 2000, faisant craindre qu'une violente correction puisse intervenir prochainement. Les sociétés tirant aujourd'hui le plus profit de l'IA sont toutefois très profitables et disposent de trésoreries très confortables, quand des pertes financières caractérisaient les entreprises de l'ère de l'internet ... c'est là une différence majeure, car elles ont alors le temps et les moyens financiers d'assumer les investissements récurrents que l'IA nécessite. De plus, les gains de productivité devraient se diffuser à l'ensemble des secteurs, c'est pourquoi une bonne diversification sectorielle et pays prend tout son sens aujourd'hui : le « retour sur investissement » devrait rester attrayant pour l'investisseur sachant être patient. Ne jamais oublier la très pertinente formule de J.Templeton : « Les marchés haussiers naissent dans le pessimisme, grandissent dans le scepticisme, mûrissent dans l'optimisme et meurent dans l'euphorie » !



Bénéfices par actions attendus et réalisés par les «7 Magnifiques».

Les "7 Magnifiques" est le surnom donné aux principales sociétés de la technologie américaine : Alphabet (ex Google), Amazon, Apple, Meta (ex Facebook), Microsoft, Nvidia et Tesla.

Les "7 Magnifiques" ont une pondération cumulée de 32,6% au sein du S&P500 et de 40% au sein du Nasdaq100.

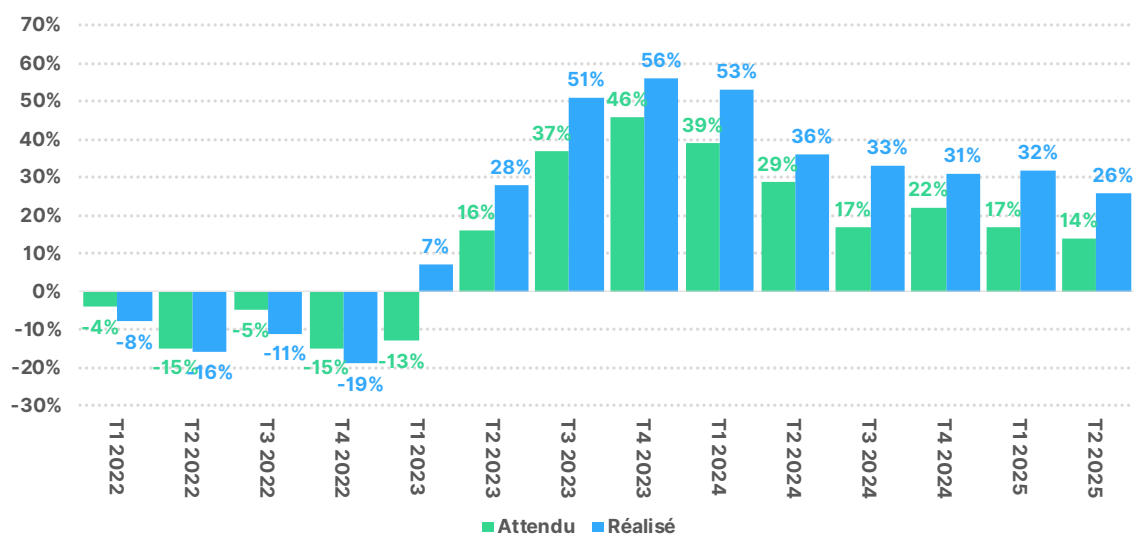
Après +33% au 1er trimestre 2025, les bénéfices par actions des "7 Magnifiques", observés d'une année à l'autre, restent très élevés au 2nd trimestre 2025 : autour de +26% !

Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

Les indices d'actions américains sont très dépendants des résultats dégagés par les "7 Magnifiques", du fait de leur très forte pondération indicielle. Tirée par la thématique de l'intelligence artificielle, la progression des bénéfices des "7 Magnifiques" est de nouveau très forte : +35% en moyenne par trimestre depuis le 1er trimestre 2023 ! Les investisseurs sont généralement beaucoup trop prudents à l'égard des résultats de ces 7 sociétés, puisqu'ayant attendu +22% de progression des résultats depuis le 1er trimestre 2023 ... soit une sous-estimation de 58% de ces résultats ! La très forte progression récurrente des indices américains s'explique donc largement par la sous-estimation chronique du potentiel de résultats des "7 Magnifiques", d'où la nervosité des marchés lorsqu'elles publient leurs résultats.

Bénéfices par actions attendus et réalisés par les «7 Magnifiques».

Sources : JP Morgan, WeSave



Réserves mondiales par devise (en %).

Les réserves mondiales de devises, ou réserves de change, désignent les actifs en devises étrangères détenus par les Banques centrales des différents pays.

97,1% des réserves de devises reposent sur 7 monnaies : le Dollar américain, l'Euro, le Yen japonais, la Livre britannique, le Yuan chinois, le Dollar canadien et le Dollar australien.

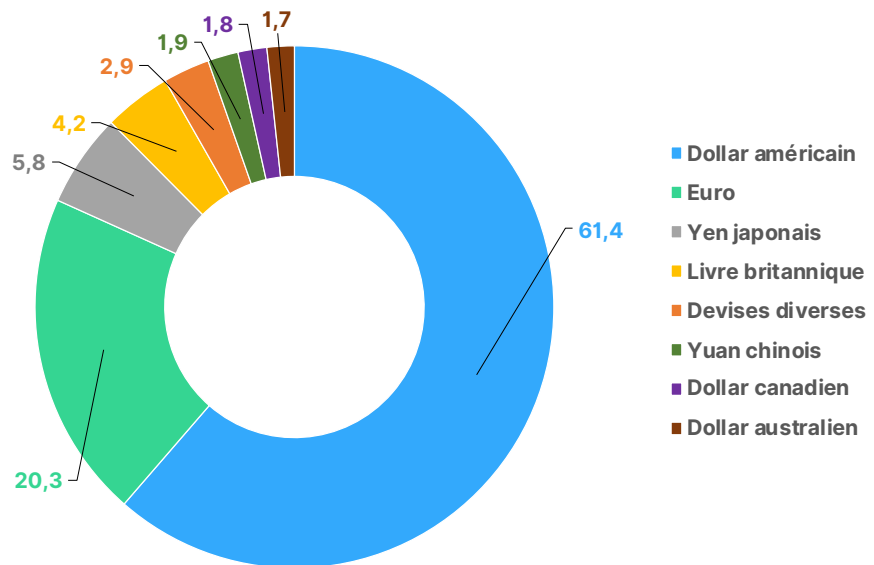
87,5% des réserves mondiales reposent sur les 3 premières devises : le Dollar américain, l'Euro, et le Yen japonais.

Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

Les Banques centrales se servent des réserves de change, notamment pour stabiliser la monnaie nationale, en achetant ou en vendant des devises pour réguler le taux de change. Ces réserves de devises sont également un filet de sécurité en cas de chocs économiques ou financiers, et elles rassurent les investisseurs quant à la solvabilité du pays. Bien que le Dollar soit encore particulièrement dominant au sein des réserves de change, avec actuellement 61,4% du total, sa part diminue depuis la fin 2018 où il représentait 66% du total. Beaucoup de pays émergents cherchent en effet désormais à réduire leur dépendance au Dollar en diversifiant plus fortement leurs réserves de change détenues ... ce phénomène s'est accéléré depuis que les États-Unis ont gelé l'accès au Dollar à la Russie, par représailles au conflit en Ukraine.

Réserves mondiales par devise (en %)

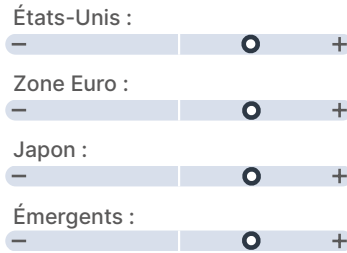
Sources : Refinitiv, WeSave



ACTIONS



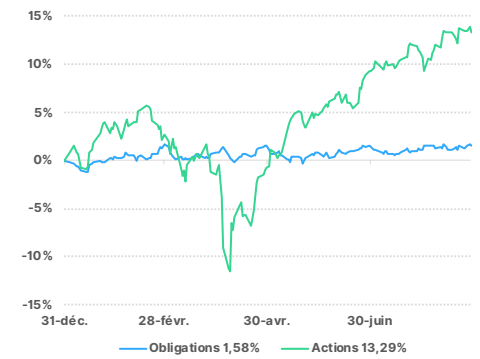
Sous-pondéré Sur-pondéré



Durant l'été, les marchés d'actions ont poursuivi leur hausse. Les statistiques économiques restent globalement résilientes à ce stade, bien qu'un certain tassement d'activité commence à se manifester, tout comme les premiers impacts sur l'inflation des tarifs douaniers imposés par les États-Unis au reste du monde. Les résultats des entreprises ont favorablement surpris, mais n'ont pas pour autant donné lieu à de fortes hausses, alors que les déceptions ont en revanche été très fortement sanctionnées.

Performance des actions et obligations mondiales (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave

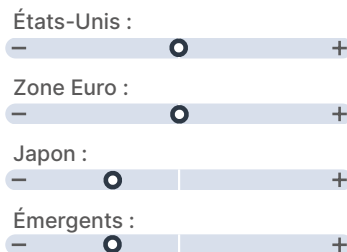


La FED a laissé entrevoir qu'un nouveau cycle de baisse de taux directeurs pourrait s'enclencher en fin d'année, expliquant en grande partie la bonne tenue des actions. Nous conservons notre surpondération sur les actions car les dynamiques budgétaires et monétaires restent d'importants soutiens pour les marchés, notamment aux États-Unis.

OBLIGATIONS SOUVERAINES



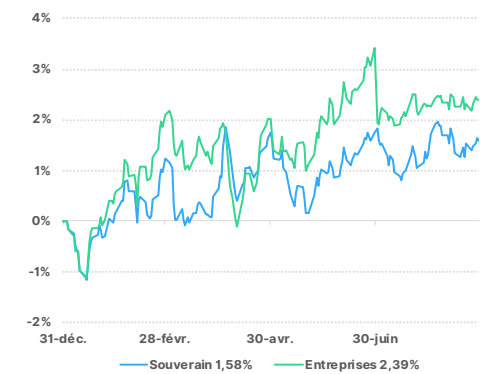
Sous-pondéré Sur-pondéré



Durant l'été, le marché obligataire a été pris entre deux dynamiques opposées. La première, négative, est la crainte que l'inflation ne reprenne du fait des tarifs douaniers imposés par les États-Unis. La seconde, favorable, est que la FED pourrait toutefois redevenir accommodante en cette fin d'année. Les investisseurs apprécient néanmoins peu que l'indépendance de la FED puisse être remise en cause par D.Trump, d'où des flux financiers privilégiant les obligations de court terme, bénéficiant des baisses de taux à venir, aux dépens des obligations de

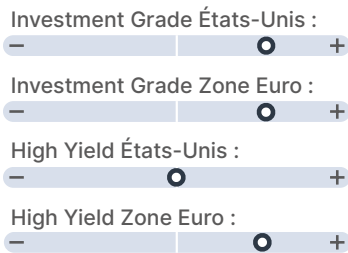
Performance boursière des grandes classes d'actifs obligataires (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



long terme. Nous restons neutres à l'égard des obligations souveraines, dans la mesure où les États devraient émettre beaucoup d'obligations pour financer leurs déficits budgétaires récurrents dus aux dépenses de souveraineté : les obligations d'entreprises nous paraissent offrir un couple "rendement-risque" plus attrayant.

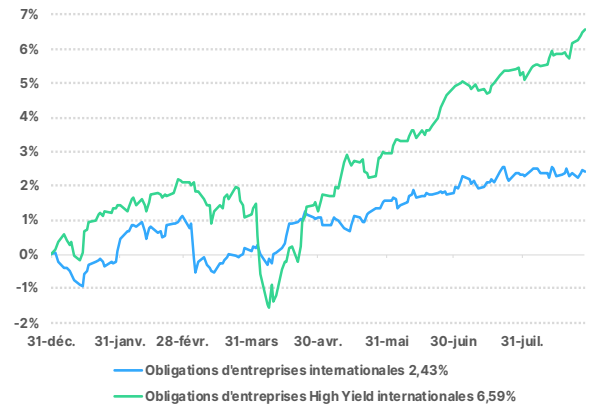
OBLIGATIONS D'ENTREPRISES



Durant l'été, la performance des obligations d'entreprises a été favorablement orientée. Les entreprises n'étant pas que victimes de l'inflation, mais pouvant aussi en profiter en passant des hausses de prix, le risque de détérioration des trésoreries reste modéré. Par ailleurs, les soutiens budgétaires à l'activité atténuent les risques de défauts de paiements futurs. Ainsi, les obligations d'entreprises fragiles (i.e. le "high yield") sont recherchées par les investisseurs en quête de rendements élevés. Les Banques centrales restant accommodantes, cela soutient les obligations

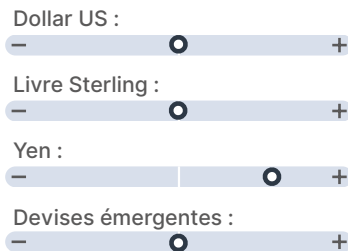
Performance des obligations d'entreprises dans le monde (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



d'entreprises, puisque leur coût de financement devrait rester contenu. Le contexte restant celui de soutiens persistants budgétaires et monétaires, nous maintenons notre surpondération sur les obligations d'entreprises, privilégiant néanmoins les entreprises les plus solvables.

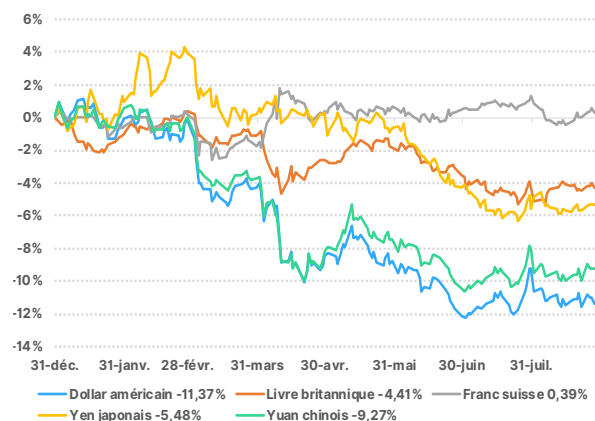
DEVICES



Durant l'été, la volatilité du Dollar s'est un peu réduite par rapport au début d'année. La FED a laissé entendre lors du colloque de Jackson Hole qu'elle pourrait baisser ses taux directeurs en fin d'année. Ce facteur, combiné à une partielle remise en cause de l'indépendance de la FED par D.Trump a plutôt pesé sur le billet vert. En revanche, ceci a été en grande partie compensé par la bonne résistance de l'économie américaine et la perspective de soutiens budgétaires en 2026, avant les élections de mi-mandat : tant que l'activité reste soutenue, la question de la solvabilité

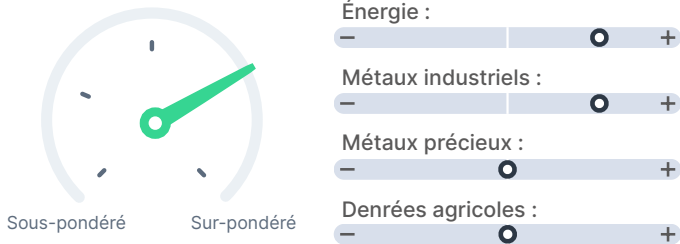
Performance des grandes devises face à l'Euro (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



du pays ne se posera pas. En fin d'été, l'Euro a souffert temporairement du retour du risque politique en France et de l'inertie budgétaire que cela pourrait induire. Il convient d'être très vigilant quant aux fluctuations des devises, ces dernières pouvant affecter fortement les performances des actifs en bourse.

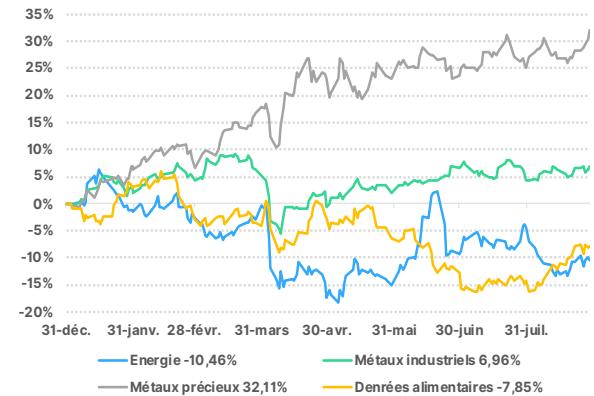
MATIÈRES PREMIÈRES



Les matières premières ont affiché une petite progression durant l'été. La persistance des conflits en Ukraine-Russie et au Moyen-Orient, qui devrait soutenir les prix du pétrole, a été compensée par le fait que l'OPEP a poursuivi sa politique de production forte de pétrole pour regagner des parts de marchés. Les métaux industriels sont restés bien orientés, dans la mesure où la croissance économique mondiale résiste bien, notamment celle de la Chine qui est le principal acheteur de ces métaux. L'or et les métaux précieux ont poursuivi leur rôle d'actif refuge, profitant de la remise

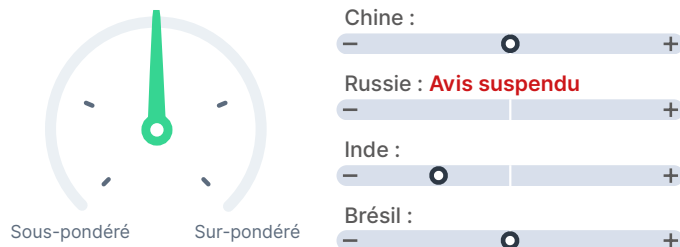
Performance des indices de matières premières (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



en cause de l'indépendance de la FED, mais aussi de la perspective de baisses de taux à venir aux États-Unis. Les denrées agricoles restent volatiles, soumises notamment aux aléas climatiques internationaux. Nous maintenons à ce stade notre surpondération sur cette classe d'actifs.

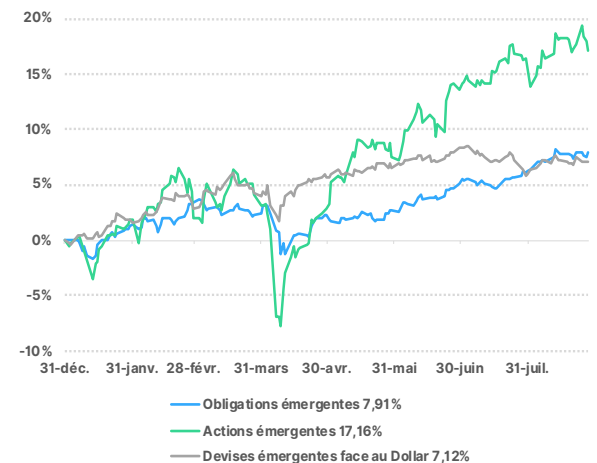
ÉMERGENTS



Après une longue période de résultats médiocres, les actifs émergents constituent la belle surprise du début d'année. Ce rebond s'explique notamment par la forte baisse du Dollar, qui allège le fardeau de la dette de ces nations. Par ailleurs, les craintes des investisseurs concernant la « gouvernance » américaine ont rendu la diversification géographique indispensable, bénéficiant ainsi aux marchés émergents. Le rôle-clé de la Chine dans ces actifs est également à noter : le pays regagne la confiance des investisseurs grâce à une sous-pondération excessive, des valorisations attractives, un regain d'intérêt pour ses sociétés de

Performances des actifs émergents (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave

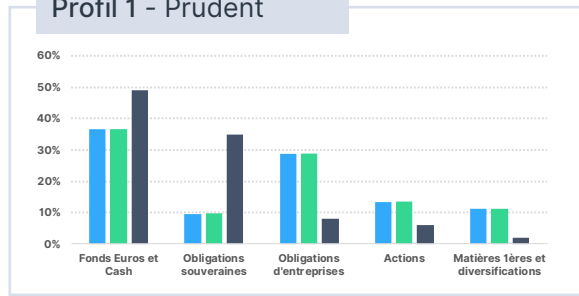


technologie avec l'émergence de DeepSeek dans l'intelligence artificielle, et un solide soutien politique. Compte tenu de l'imprévisibilité de la politique économique de D.Trump, une exposition neutre aux émergents nous semble actuellement préférable.

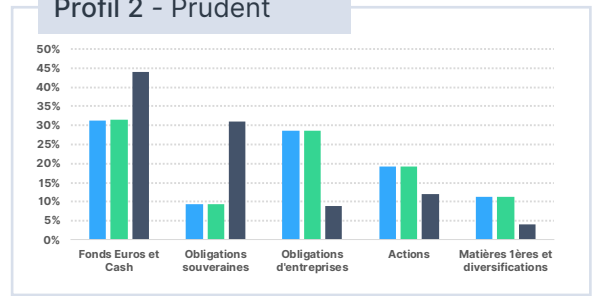
Comparatifs d'allocations entre juillet 2025, septembre 2025 et la stratégie long terme.

■ Juillet 2025 ■ Sept 2025 ■ Allocation long-terme

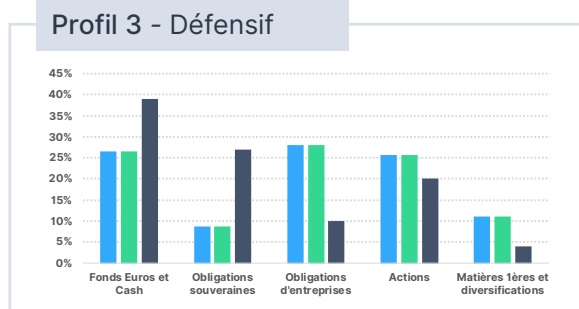
Profil 1 - Prudent



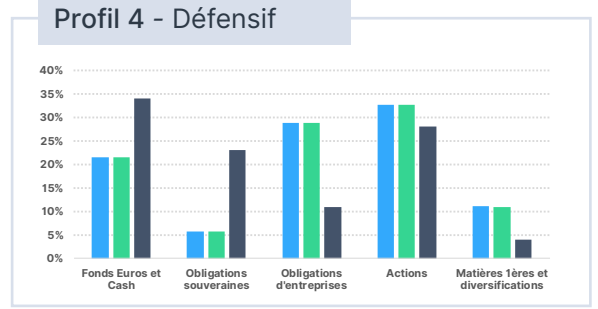
Profil 2 - Prudent



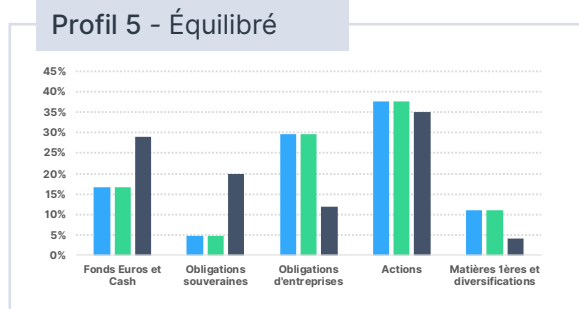
Profil 3 - Défensif



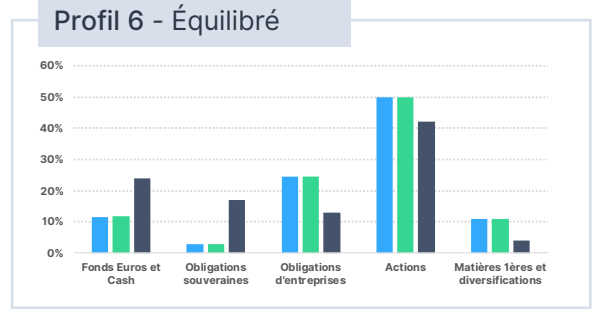
Profil 4 - Défensif



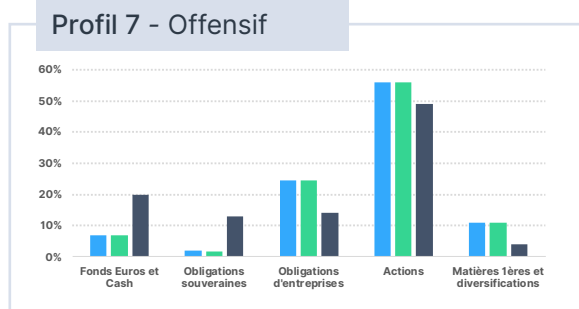
Profil 5 - Équilibré



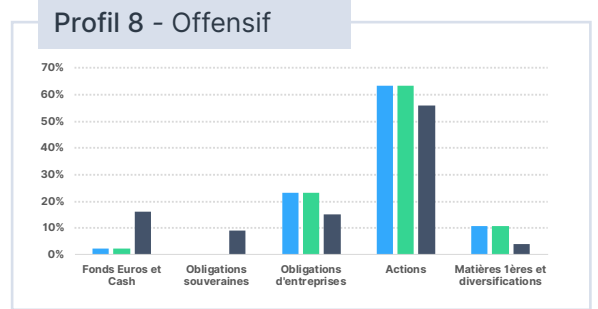
Profil 6 - Équilibré



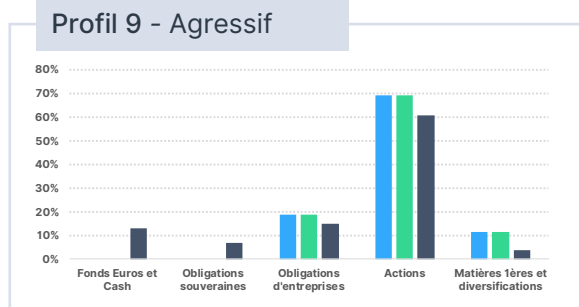
Profil 7 - Offensif



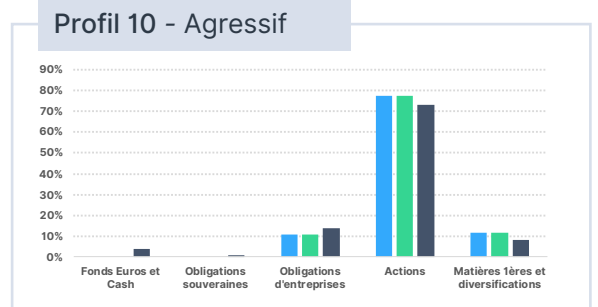
Profil 8 - Offensif



Profil 9 - Agressif



Profil 10 - Agressif



Votre épargne s'évapore. Voici 3 stratégies pour inverser la tendance.

Le paradoxe français est flagrant. Selon les dernières estimations de la Banque de France, plus de 870 milliards d'euros dorment sur l'épargne réglementée (Livret A, LDDS, etc.) et près de 500 milliards stagnent sur les comptes courants. Au total, c'est un «matelas de cash» de plus de 1 300 milliards d'euros, colossal et... improductif.

Pendant que cette montagne de capital sommeille, l'inflation, elle, ne dort jamais. Avec une cible autour de 2% maintenue par la BCE et une réalité fluctuante, chaque euro non investi perd mécaniquement de sa valeur.

Depuis le 1er août 2025, le taux du Livret A est passé à 1,7%. Face à une inflation prévisionnelle de 2,2% pour l'année, le calcul est simple et brutal : le rendement réel de votre Livret A est négatif. Chaque euro placé sur le livret A vous appauvrit de 0,5% durant cette année.

Laisser son épargne sur des supports non-protégés de l'inflation n'est plus de la prudence, c'est une perte garantie. Voici trois raisons fondamentales, chiffres à l'appui, pour reprendre le contrôle et transformer votre capital dormant en un véritable levier de performance.

Raison n°1 : Stopper l'hémorragie silencieuse de l'inflation

L'inflation est un impôt déguisé qui ne dit pas son nom. Elle est invisible au quotidien,

mais dévastatrice sur le long terme. Une inflation moyenne de 2,2% par an ne semble pas dramatique, mais elle ampute votre pouvoir d'achat de 20% en une décennie. En clair, 10 000 € placés sur un compte courant aujourd'hui n'auront plus que la valeur de 8 000 € dans 10 ans.

L'équipe des conseillers WeSave

Après des études en Ingénierie Patrimoniale au sein de l'IAE de Nantes puis de l'IUP Caen, il rejoint l'équipe de conseillers Wesave. Persuadé que les solutions digitales alliées à une expertise de qualité sont le futur de gestion de patrimoine. Son objectif est de mettre à profit ses compétences techniques et humaines dans le but de démocratiser la gestion de patrimoine et la rendre accessible au plus grand nombre.



Romain Cibois
Conseiller en Gestion de Patrimoine

POUR ALLER PLUS LOIN

Les livrets réglementés, conçus comme un rempart, sont aujourd'hui une digue percée. Leur fonction se limite désormais à une épargne de précaution de court terme. Le véritable enjeu est de préserver et d'accroître la valeur de votre capital sur le long terme.

Comparatif des rendements réels (après inflation estimée à 2,2%)

	Livret A	LDDS	LEP (sous conditions)
Taux Nominal (depuis 01/08/25)	1,7%	1,7%	4,6 %
Plafond	22 950 €	12 000 €	10 000 €
Rendement Réel (estimé)	-0,5%	-0,5%	+2,4%

Le LEP reste le seul livret à offrir une protection réelle, mais son plafond le cantonne à un rôle de complément. Pour le reste de votre patrimoine, la diversification vers des actifs plus dynamiques est la seule réponse viable. L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le rappelle régulièrement : sur des horizons de temps longs (10 ans et plus), les actions offrent historiquement la meilleure performance. Un portefeuille diversifié en actions mondiales (via un PEA ou des unités de compte en assurance-vie) a délivré un rendement réel moyen (net d'inflation) de 5% à 7% par an.

Raison n°2 : Activer l'effet boule de neige des intérêts composés

Vincent Lequertier, notre directeur de la gestion, aurait qualifié les intérêts composés de «huitième merveille du monde». Ce mécanisme, où les gains générés produisent à leur tour des gains, est l'accélérateur de patrimoine le plus puissant qui soit. Le laisser inexploité revient à pédaler avec le frein serré.

L'enjeu n'est pas tant d'épargner plus, mais d'épargner mieux. La différence de résultat entre une épargne stagnante et une épargne investie est exponentielle.

Simulation de capital sur 15 ans (Versement initial de 10 000 €, puis 100 €/mois)

	Rendement Annuel	Capital Final	Dont intérêts générés
Livret à 1,7%	1,7%	31 150 €	3 150 €
Placement équilibré	5%	42 030 €	14 030 €
Profil dynamique	7%	51 630 €	23 630 €

Note : Ces simulations sont des exemples et ne garantissent pas les rendements futurs.

À effort d'épargne égal (28 000 € versés sur 15 ans), un placement dynamique génère **7,5 fois plus de gains** qu'un livret. Cet écart colossal est ce qui fait la différence entre un projet qui se réalise difficilement en 20 ans et un autre qui voit le jour en 10. Qu'il s'agisse de votre apport immobilier, du financement des études supérieures de vos enfants ou de la préparation de votre retraite, la force des intérêts composés est votre meilleur allié.

Raison n°3 : Acheter votre liberté, la vraie

Le patrimoine financier n'a pas pour unique but de générer des rendements. Son objectif ultime est de créer de l'**optionnalité**. Un capital qui travaille pour vous ne constitue pas seulement un matelas de sécurité, il vous achète des choix.

- **La liberté de dire non** : à un poste qui ne vous convient plus, à des conditions de travail dégradées, à un projet qui ne vous inspire pas.
- **La liberté de dire oui** : à une année sabbatique, à

POUR ALLER PLUS LOIN

une reconversion professionnelle, au lancement d'un side-project, à une expatriation.

- **La liberté d'anticiper** : de ne pas subir les aléas de la vie (perte d'emploi, accident) mais de les traverser avec un filet de sécurité qui vous laisse le temps de vous retourner.

Cette liberté financière n'est pas réservée aux millionnaires. Elle se construit méthodiquement, en allouant son capital de manière intelligente. Chaque euro investi devient un pas de plus vers l'autonomie. Votre argent cesse d'être une ligne passive sur un relevé de compte pour devenir un acteur du monde que vous souhaitez construire.

Conclusion : Le véritable coût de l'inaction

L'argent ne dort plus sous le matelas, mais son sommeil sur des comptes et livrets peu rémunérateurs produit le même effet : une érosion certaine de sa valeur.

Aujourd'hui, le débat n'est plus entre «placement sûr» et «placement risqué». Il est entre un **appauvrissement certain** par l'inflation et un **potentiel de croissance maîtrisé** par une stratégie d'investissement diversifiée et pensée sur le long terme.

Réveiller votre épargne, ce n'est pas prendre des risques inconsidérés. C'est simplement reconnaître la réalité économique et utiliser les outils à votre disposition (PEA, assurance-vie, immobilier via SCPI, etc.) pour protéger et valoriser votre futur. Les outils existent. Le seul véritable risque, aujourd'hui, est de ne rien faire.

wesave

Les conseillers à votre service

Nous aurons toujours le plaisir de vous accompagner dans l'établissement de votre projet via notre équipe du pôle patrimonial.

Vous pouvez nous joindre directement:

- par téléphone au **01 80 49 70 00**
- ou via notre site internet **www.wesave.fr**



AGRÉGEZ ET ANALYSEZ AVEC WESAVE CONSEIL !

Au-delà de fonctionnalités d'agrégation financière et immobilière, WeSave Conseil propose une analyse approfondie de votre patrimoine. Depuis la vue analytique, accédez au détail des différents aspects de chacun de vos portefeuilles :

- Découvrez la répartition de vos actifs
- Mesurez vos performances
- Déterminez vos risques
- Évaluez vos frais

Contactez un conseiller au **01 80 49 70 00** ou par email à conseiller@wesave.fr

Du lun. au ven. de 9h à 19h - Après 19h sur RDV

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les informations communiquées dans ce document ne sauraient représenter aucune forme de conseil en investissement, ni obligation de souscription ultérieure. L'investissement en unités de compte présente un risque de perte en capital.

WeSave est une marque de ANATEC – 83 - 85 boulevard Vincent Auriol 75013 Paris – SAS au Capital de 317 264,00 €, ayant pour numéro unique d'immatriculation 523 965 838 au RCS de Paris. N° ORIAS 15 004 968 (www.orias.fr) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), Courtier en Assurance, sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest 75436 Paris Cedex 09. Adhérent à l'ANACOFI, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Garantie financière et assurance Responsabilité Civile Professionnelle conformes au Code des Assurances.